

bulletin hebdo



L'armée : révolutionnaire ou constitutionnelle?

Daniel Alegría

Managua, 3 janvier (ANN). Parmi les multiples crises que le Nicaragua a traversées en 90, l'une des plus dangereuses a été la tentative de l'extrême-droite de faire disparaître l'Armée populaire sandiniste (EPS) par asphyxie économique.

Le rôle des armées latino-américaines n'est généralement pas la défense de la nation mais plutôt le maintien de l'ordre intérieur lorsque la police se trouve dans l'incapacité de faire respecter l'autorité. A part les cas de Cuba et du Nicaragua sandiniste, les armées latino-américaines s'alignent sur les intérêts du capital étatsunien et jouent le rôle d'une armée étrangère d'occupation.

Un colonel des Etats-Unis, Smedly Butler, qui participa au début du siècle à l'occupation du Nicaragua, écrit dans ses mémoires: "Quand un navire de guerre des Etats-Unis quitte les eaux territoriales, il ne doit pas porter le drapeau étatsunien, mais celui de la compagnie qu'il représente..." Voilà bien une sage affirmation. En effet, même si l'on souhaite dépolitiser les Forces armées, celles-ci représentent toujours des intérêts politiques, sinon de leur pays, du moins à coup sûr d'une multinationale ou du FMI.

Le Nicaragua, d'abord avec Sandino et

son Armée pour la Défense de la souveraineté nationale, puis avec la victoire de la Révolution en 1979, a eu une vraie armée qui défendait la nation et représentait les intérêts du peuple nicaraguayen. Il n'est donc pas fortuit qu'elle ait reçu le nom d'Armée populaire sandiniste. Ce n'est pas non plus un hasard si le gouvernement Chamorro est méfiant à son égard et que l'extrême-droite souhaite sa disparition.

S'il est vrai que le sandinisme a perdu les élections, il n'en reste pas moins que l'impérialisme a été incapable d'infliger une défaite à son armée par le biais de la contre-révolution. C'est pourquoi l'EPS s'est maintenue comme telle et que la contra a été désarmée. Sans doute ce n'était pas ce que souhaitaient l'UNO et les Etats-Unis, mais le fait est que sans le concours du Front Sandiniste et de son armée ainsi que de sa police, la transition pacifique n'aurait pas eu lieu et il aurait été impossible de gouverner le pays.

L'aile "modérée" de l'UNO représentée par Antonio Lacayo, a bien compris que l'EPS est la pierre angulaire de la stabilité. Elle sait aussi qu'elle est un bastion sandiniste. Quant à l'extrême-droite représentée par le vice-président Godoy, les maires et certains secteurs de la contra, elle veut se défaire, à

n'importe quel prix et le plus vite possible, de l'EPS et de tout ce qui ressemble au sandinisme.

Au cours de ces huit mois de gouvernement Chamorro, il ressort que, bien que les "modérés" et l'extrême-droite soient d'accord sur l'idée de faire disparaître le sandinisme comme option politique, de grandes différences d'ordre stratégique se creusent de jour en jour et traduisent en fait les divergences tactiques qui existent entre les *faucons* et les *colombes* des Etats-Unis. En effet, le Nicaragua est redevenu un appendice des intérêts politiques et économiques étatsuniens. Il ne faudrait pas croire que parce qu'il y a actuellement au Nicaragua un gouvernement qui convient

SOMMAIRE

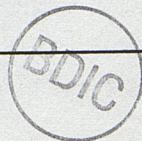
Un singulier trafic d'armes

FSLN : le débat s'échauffe

El Salvador : la dérobade de Cristiani

Guatemala : une paix incertaine

40P 11481



aux Etats-Unis ces derniers vont lui donner le droit de se comporter de manière souveraine et indépendante.

Pour le gouvernement des Etats-Unis, la disparition ou du moins un changement radical de l'EPS est d'une importance vitale. Si sur ce point les *faucons* et les *colombes* sont d'accord, ils ne le sont pas encore sur les délais.

La discussion du budget de la Défense a été une occasion en or. La droite a tenté, solution très à l'américaine, de le réduire à sa plus simple expression afin de démanteler l'armée (*voir note*).

Les accords de transition stipulaient que le général Humberto Ortega conserverait le commandement de l'armée alors que le ministère de la Défense serait assumé par la présidente. Un large secteur sandiniste a jugé cela comme un erreur de la part du général Ortega car il fallait qu'il renonce à sa condition de dirigeant révolutionnaire alors que sa permanence en tant que chef de l'armée était sujette au bon vouloir de l'UNO qui se déferait de lui dès qu'il ne lui serait plus utile. Pour d'autres, sa présence à la tête de l'armée était la meilleure garantie pour le sandinisme. D'autres enfin pensaient, étant donné sa renommée de brillant stratège, qu'H. Ortega avait son propre projet en tête et qu'il allait peut-être constituer un nouveau parti, plus pragmatique, moins idéologique et plus en accord avec les vents nouveaux qui soufflent dans le monde. Toutefois, il est douteux que les Etats-Unis acceptent le général Ortega, quelles que soient ses positions.

Pour l'extrême-droite, sa présence est inacceptable et elle ne cesse de réclamer sa destitution. Les modérés, sous la pression sandiniste, le maintiennent. Mais jusqu'à quand?

Actuellement l'EPS est l'armée la plus petite d'Amérique Centrale et la présidente Chamorro souhaite la réduire encore davantage. On a également tenté de la "dépolitiser" et d'en faire une armée professionnelle apolitique dont la tâche principale serait de faire respecter la constitution et de garantir la passation pacifique du pouvoir des gouvernements à venir. Pour beaucoup d'offi-

ciers et de cadres révolutionnaires, ces changements sont difficiles à accepter: les valeurs révolutionnaires sont plus durables qu'une constitution politique dont il est facile de changer la nature, même si celle-ci est le gage de la démocratie.

Néanmoins, la nature de l'EPS a changé et son rôle n'est plus le même qu'avant. Une invasion des Etats-Unis n'est plus à craindre et il y a tout lieu de penser que s'ils viennent au Nicaragua, ce sera à l'invitation du gouvernement Chamorro. Il s'agit à présent pour l'armée d'apporter un soutien à la police afin de faire régner l'ordre dans le pays, comme n'importe quelle autre armée latino-américaine.

Il faut dire qu'il n'y a pas d'autre issue. Peut-être que l'élément le plus important des accords de transition est la volonté manifestée du FSLN et de l'EPS de ne pas tramer de coup d'Etat pour reprendre le pouvoir. Il est cependant risqué d'oublier que les armes, non seulement celles des militaires mais encore celles du peuple, sont sandinistes et qu'à vouloir effacer l'armée, comme les secteurs de l'extrême-droite sont en train de le faire, le fantôme de la guerre pourrait bien ressurgir.

Malgré tous les changements qui pourront se produire au sein de l'armée et de la police - certains seulement apparents et d'autres véritablement stratégiques - ce n'est pas un simple décret qui gommara les dix années de Révolution et fera oublier à ses membres les principes révolutionnaires qui les ont forgés. Il faudrait pour ce faire soit créer une nouvelle armée, ce qui n'est guère réalisable, soit attendre quelques années que les officiers soient remplacés par d'autres qui n'ont pas été formés par la Révolution.

Le FSLN n'a plus qu'à reprendre le pouvoir aux prochaines élections pour empêcher que l'armée et la police ne se dénaturent davantage car, en fait, elles représentent toujours les intérêts populaires. Cependant, si elles sont utilisées pour réprimer les travailleurs et en viennent à perdre leur lien avec le peuple, le gouvernement parviendra peut-être à les neutraliser.

C'est pourquoi, plus que jamais, il faut maintenant que le Front Sandiniste renforce les positions idéologiques des Forces armées pour qu'elles continuent à être garant de la stabilité et du pluralisme politique, sans jamais perdre de vue que leur rôle est de défendre le peuple et non les intérêts des multinationales ou de l'impérialisme.

NOTE :

L'exécutif a finalement exercé son droit de veto et c'est donc sa proposition initiale qui l'a emporté (voir bulletin No 230). La présidente a dû négocier pour obtenir une majorité lui permettant d'opposer son veto; en échange, elle a annoncé qu'elle se défaisait de sa responsabilité de ministre de la Défense et qu'elle allait nommer un civil à ce poste.

UN SINGULIER TRAFIC D'ARMES

Managua, 4 janvier (ANN). Le 1er janvier, l'Etat Major de l'Armée populaire sandiniste (EPS) a annoncé l'arrestation de trois officiers actifs de l'armée de l'air et

d'un major retiré depuis quatre mois, accusés d'avoir vendu à la guérilla salvadorienne des missiles terre-air soviétiques qui appartenaient à l'armée nicaraguayenne. Par ailleurs, onze salvadoriens soupçonnés d'avoir participé à l'opération sont actuellement détenus.

Selon le communiqué de l'EPS, la récente découverte par l'armée salvadorienne des restes d'un missile SAM-14 utilisé par le FMLN a permis de dévoiler ce trafic d'armes. Le gouvernement soviétique a confirmé au Département d'Etat des Etats-Unis que le numéro de fabrication du missile en question correspond à un lot livré à l'EPS en 86. Les accords entre l'URSS et l'EPS excluaient tout transfert d'armes à des tiers.

Lors d'une conférence de presse, le 3 janvier, le major Odell Ortega Solano a déclaré qu'après avoir rencontré le Commandant du FMLN Joaquín Villalobos à Managua en septembre 90, lui et les trois autres officiers impliqués ont organisé le transfert de seize missiles SAM-14 et de douze SAM-7 à des représentants du FMLN.

Outre les accusations de trafic d'armes et d'abus de fonction, les quatre officiers sont accusés par l'EPS d'avoir reçu "plusieurs milliers de dollars" du FMLN. Cependant, au cours de la conférence de presse, ils n'ont admis avoir reçu que 11 500 dollars pour couvrir les frais de l'opération et nient avoir agi pour de l'argent. Ils affirment au contraire avoir été poussés par leurs principes révolutionnaires et la décision d'apporter un soutien à la juste cause de la guérilla salvadorienne. Un des accusés, le lieutenant Urtech, a expliqué que leur action obéit aux mêmes motifs pour lesquels ils se sont battus pendant dix ans contre l'agression des Etats-Unis.

Les officiers affirment avoir agi seuls et leurs déclarations peuvent être interprétées comme une critique à la dépolitisation de l'EPS, comme le montre cette réflexion désabusée du major Ortega: "Dans l'EPS, plus personne ne veut s'exposer..." D'après lui, l'aide au FMLN est un devoir pour tout révolutionnaire. O. Ortega a longtemps été le bras droit du colonel de l'armée de l'air Javier Pichardo, destitué en juillet dernier apparemment pour avoir manifesté un profond désaccord avec la dépolitisation de l'EPS.

D'autre part, un communiqué du FMLN affirme que le commandant Villalobos n'a joué aucun rôle dans l'acquisition des missiles et, rappelant l'ingérence militaire des Etats-Unis dans le conflit salvadorien, signale que "depuis Sandino, tous les centraméricains sont des frères de sang", solidaires d'une juste et même cause.

Le ministre des Relations extérieures a annoncé que le Nicaragua est en train de mettre en place des mécanismes afin d'éviter que le FMLN réalise des activités politiques sur le territoire nicaraguayen. "Il n'y aura pas de chasse aux sorcières, nous agissons conformément à la loi".

FSLN : LE DEBAT S'ECHAUFFE

Managua, 1er janvier (ANN). C'est peut-être l'approche de 1991, l'année du congrès, qui explique pourquoi le débat au sein du FSLN est devenu plus virulent. Les positions s'affirment sans tabous et les opinions se dévoilent. Même s'il ne s'agit-là, comme le regrette Henry Ruíz, que de l'opinion de quelques-uns, les contributions parues dans la presse sandiniste ont le mérite d'aborder les questions les plus essentielles et reflètent divers courants dont il est difficile pour l'instant de connaître les forces respectives.

LA QUESTION DE L'ANTI-IMPERIALISME

Dans une entrevue accordée à l'hebdomadaire *El Semanario* (1), Victor Tirado, membre de la Direction nationale, est revenu sur un thème qu'il avait déjà abordé, celui des relations avec les Etats-Unis. Pour lui, il faut réviser le concept d'anti-impérialisme. "Va-t-on maintenir une position anti-impérialisme seulement pour la maintenir? Le mouvement anti-impérialiste s'est effondré en même temps que le socialisme de type soviétique, car il dépendait étroitement de l'URSS. Le capitalisme est devenu plus fort. La tendance mondiale peut se résumer en deux points: économie de marché et élections libres. Ce sont ces lignes qu'il faut impulser maintenant. L'affrontement a lieu dans le cadre de la négociation, vous pouvez appeler cela anti-impérialisme si vous le voulez (...) Notre projet impliquait une lutte perpétuelle contre l'impérialisme étatsunien. Le résultat des élections nous signale une autre voie. "Nous n'irons pas plus loin", voilà ce qu'il signifie, car le pays n'était pas disposé à résister (...) A mon avis, les mouvements armés ont moins de sens aujourd'hui (...) Il nous reste l'option de la démocratie et de l'économie sociale de marché (...) Ce que nous taxions dans le passé de bourgeois et de réactionnaire, nous devons le considérer aujourd'hui comme un instrument de lutte à la disposition des révolutionnaires dans le cadre de la légalité mondiale".

Interrogé sur les rapports entre les Etats-Unis et les différents secteurs du gouvernement, V. Tirado explique: "Nous avons des problèmes internes, dont l'origine n'est pas à l'étranger. Si nous pensons que tout est de la faute des Etats-Unis, nous n'arriverons à rien (...) Je crois que les Etats-Unis ne sont pas d'accord avec une confrontation, je pense qu'ils sont au contraire intéressés par le développement économique de l'Amérique latine, dont le retard les gêne. Nous étions habitués à considérer que l'impérialisme veut nous jeter dans la misère, mais cela ne correspond plus à l'étape actuelle".

Luís Carrión, membre de la Direction nationale, pense pour sa part que "l'anti-impérialisme cessera d'être valable le jour où l'impérialisme n'existera plus" (2).

Henry Ruíz (3) estime de son côté que les élections obligent les Etats-Unis à envisager avec sérieux des relations

constructives avec le FSLN, sans que ce dernier se montre docile ou simule pour se gagner leur sympathie.

LE FSLN DOIT METTRE AU PAS LES SYNDICATS

Une autre contribution (4), celle de Rafael Solis, a provoqué une vraie tempête. Celui qui a été durant de nombreuses années secrétaire de l'Assemblée nationale adresse une sévère critique tant au FSLN qu'aux syndicats sandinistes. Le FSLN, selon lui, a commis une erreur en se lançant "sous la pression du FNT" dans "l'émeute de juillet" (5). Il s'est à nouveau trompé en posant, en échange de sa participation à la concertation, des conditions qui, pour favorables qu'elles aient été à ses intérêts, ne l'étaient pas "à ceux du pays". Le gouvernement, en accédant à ces demandes, a fait du FSLN "l'interlocuteur qui allait légitimer les accords de la concertation, sans rien exiger de lui en retour, sinon sa participation et sa signature". Tandis que ces accords ont vidé de son contenu le plan économique du gouvernement, le FSLN a obtenu ce qu'il voulait - la création des commissions agraires, le maintien de l'emploi dans la fonction publique, la suspension des restitutions de propriétés, la ratification des décisions prises par le gouvernement sandiniste avant le 25 février. Mais le mécontentement a grandi dans d'autres secteurs et a débouché sur la sédition dans la Région V.

R. Solis est partisan résolu du "co-gouvernement", mais il faut en préciser le contenu: le FSLN doit respecter ses engagements et cesser de jouer un double jeu. "Nous ne pouvons pas avoir des exigences à l'égard du gouvernement et ne rien exiger de notre base, du FNT (...) Nous devons dire clairement que la demande de l'ATC de 350 000 hectares de terre n'a aucun fondement et ne peut que provoquer le chaos". R. Solis est d'avis que les propriétés injustement confisquées doivent être restituées. "Les propriétaires ont aussi le droit de récupérer leur terres pour les travailler". Quant aux entreprises dont la CST demande la privatisation en faveur des travailleurs, il estime que ces derniers "n'ont pas le droit de les posséder à 100 %". Rejetant "les positions de force et le chantage des syndicats" et estimant que "le FSLN ne peut laisser l'ATC ou la CST décider seules", il appelle son parti à respecter les Accords de transition, les décisions de la Commission nationale chargée d'étudier les demandes de restitution et, de façon générale, à soutenir le gouvernement dans ses efforts pour relancer l'économie.

Cet article se conclut par l'idée que si le FSLN ne s'allie pas "aux secteurs progressistes du gouvernement", il favorisera l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement fort, car "les gouvernements forts sont non seulement nécessaires, mais souhaités par le peuple quand la situation devient insoutenable".

Parmi les nombreuses réponses qui lui ont été faites, nous vous proposons la plus brève et pour beaucoup la plus déterminante. On la doit à Edgardo García, secré-

taire général de l'ATC, qui a adressé une lettre ouverte à R. Solis (6). "J'ai pris connaissance de votre position selon laquelle le FSLN et l'Armée populaire sandiniste devraient réprimer et soumettre par la force les organisations qui constituent la Révolution populaire sandiniste. Peut-être pour certains elle s'explique par la recherche de la paix et de la stabilité. Cependant vous et moi savons comment se déroule le conflit entre les travailleurs agricoles et les paysans qui vivent à Guapinolapa (département de Chontales) et vos beaux-parents, résidant aux Etats-Unis, avec lesquels vous vous considérez comme copropriétaire d'un latifundium d'environ 4 900 hectares que vous vous sentez en droit de reconstituer (...) Je vous invite à éclairer l'opinion publique en répondant aux questions suivantes: quelle alliance avez-vous passée avec les grands propriétaires et l'extrême-droite pour proposer ainsi un "ordre" contre-révolutionnaire? Comment avez-vous traité les travailleurs et les paysans avant le triomphe de la Révolution et pourquoi ne veulent-ils pas retomber sous votre coupe? Pouvez-vous donner le chiffre du nombre de maisons possédées par votre famille, qui explique pourquoi vous vous êtes fermement opposé, sous le gouvernement sandiniste, au vote de la loi protégeant les locataires?".

PAS DE CO-GOUVERNEMENT

La question de l'attitude du FSLN dans l'opposition a été abordée en termes plus théoriques par Henry Ruíz (7), pour qui le nouveau gouvernement a un projet politique "radicalement opposé à celui que le FSLN avait conçu dans sa plate-forme initiale", différence qu'illustrent les positions respectives sur la question de la terre. Mais les sandinistes entendent faire une opposition constructive, qui écarte en premier lieu les positions de vengeance telles qu'en manifeste un secteur de la droite à qui l'on ne doit pas répondre de la même manière sous peine de provoquer la guerre civile. Ce point de vue se concrétise entre autres par le rapprochement avec les paysans démobilisés de la contra demandeurs de terres.

La réconciliation nationale est en effet une tâche prioritaire. Pour H. Ruíz, il faut entendre par là la création d'un front politique large, une alliance "qui colle avec la réalité (...) et préserve les transformations révolutionnaires" avec des secteurs capables de placer les intérêts de la nation au-dessus des leurs. A ce propos, il note que Violeta Chamorro et le groupe qui l'entoure ont en tant que gouvernement des alliances différentes de leurs alliances électorales, ce qui entraîne des contradictions. "Le gouvernement de l'UNO est affaibli quand celle-ci agit en niant la réalité du sandinisme et, de ce fait, en refusant d'accorder à l'exécutif la marge de manoeuvre dont il a besoin pour gouverner", comme l'a montré le débat sur le budget de la Défense.

Si être dans l'opposition ne signifie pas s'opposer à tout, il ne s'agit pas non plus d'instaurer un co-gouvernement avec un pouvoir dont on connaît la nature.

L'objectif du FSLN reste la défense des intérêts nationaux. L'appel à l'unité nationale qu'il a lancé dans le passé face à l'ingérence étrangère, et qui n'a trouvé aucun écho auprès des secteurs actuellement au pouvoir, reste valable aujourd'hui face à la crise économique. Le gouvernement pourrait décider de passer avec les organismes financiers internationaux des accords qui engagent le pays pour très longtemps. Les accords issus de la concertation dessinent une voie différente des solutions prônées par le FMI et les groupements qui les ont souscrits doivent les défendre pour ne pas laisser le gouvernement seul dans la négociation.

LE CONGRES

Dans la troisième partie de sa contribution (8), H. Ruíz évoque le congrès du FSLN, initialement prévu en février 91 et explique tout d'abord pourquoi il a été repoussé en juillet par décision de l'Assemblée sandiniste sur proposition de la Direction nationale. "Nous avons surestimé la capacité de délibération des masses et sousestimé la dimension d'un événement de cette nature". Le délai était trop court pour l'effort extrêmement important qui est demandé aux militants et au parti, affectés comme l'ensemble de la société par la crise économique et l'impérieuse nécessité de trouver le moyen de survivre.

Le congrès devra définir la stratégie de reconquête du pouvoir. H. Ruíz souligne au passage qu'à son avis, les sandinistes font preuve d'un certain retard politique en ce sens qu'ils ne parviennent pas à articuler l'expérience de la clandestinité, puis du pouvoir, avec la réalité actuelle: le débat devra apporter des propositions pour l'éducation des militants. Par ailleurs, il faudra aborder le thème du mode de vie des militants et celui des valeurs. Quant à l'adhésion à l'Internationale socialiste, elle doit être discutée à fond, "non seulement d'un point de vue idéologique mais aussi en fonction de ce qui convient au FSLN". Enfin, il demande aux médias sandinistes de faire une place plus large à l'opinion des militants de base, qui n'est pas toujours représentée par les secteurs plus intellectuels s'exprimant dans la presse.

NOTES :

- 1) *El Semanario* No 13 du 29 nov au 5 déc
- 2) *Barricada* du 14 déc
- 3) *Barricada* du 27 déc
- 4) *Barricada* du 26 déc
- 5) Voir la position d'Edmundo Jarquín dans bulletin ANN No 230 du 19 déc : "Le centre et les extrêmes"
- 6) *Barricada* du 28 déc
- 7) *Barricada* du 28 déc
- 8) *Barricada* du 29 déc

EL SALVADOR: LES DEROBES DE CRISTIANI

Salvador Alvarado

Managua, 3 janv (IECA). L'année 90 s'est terminée par une campagne militaire du FMLN qui a mis à jour les faiblesses que les Forces armées salvadoriennes accumulent depuis l'offensive de la guérilla en novembre 89.

Comme le signalent des correspondants étrangers, une des principales faiblesses de l'armée est la démoralisation des soldats et de certains officiers. D'autre part, l'aide militaire des Etats-Unis n'a pas eu tous les effets escomptés: bon nombre d'unités d'infanterie, par exemple, n'attaquent plus que si elles sont soutenues par l'armée de l'air et perdent ainsi l'initiative.

Bien que les manoeuvres du FMLN commencées le 20 novembre dernier ne visaient que des objectifs limités, elles ont contribué à aggraver la crise au sein de l'armée, qui a subi 6 500 pertes en 90, soit plus de 12% de ses effectifs. De plus, l'assassinat des six jésuites a accru son isolement politique. En effet, l'impression générale à San Salvador est que le pouvoir judiciaire est totalement impuissant face aux influences dont jouissent les chefs militaires responsables de la mort des religieux.

La conviction que l'armée actuelle doit faire place à une institution nouvelle qui respecte les droits de l'homme et garantisse la démocratisation est partagée par la grande majorité des secteurs de la société qui ont accueilli favorablement la proposition de démilitarisation présentée par le FMLN. C'est aussi la raison pour laquelle l'ONU prépare une proposition qui correspond au premier point de l'ordre du jour accordé à Caracas, à savoir la question de l'épuration et la dissolution finale de l'armée. Le gouvernement semble avoir de grandes difficultés à maintenir ses positions initiales sur cette question, notamment à cause des réactions que son intransigeance provoque tant en politique intérieure que dans ses relations internationales. Il ne serait donc pas étonnant que la délégation du gouvernement adopte une attitude plus souple lors de la reprise des négociations, qui pourrait avoir lieu en janvier.

Le simple fait que l'avenir des forces armées constitue le point fondamental de la négociation provoque de graves tensions, tout d'abord entre A. Cristiani et le haut commandement militaire, mais aussi au sein du parti au pouvoir et enfin entre les Etats-Unis d'un côté et le gouvernement et l'armée de l'autre.

D'autre part, le plan économique du gouvernement, qui favorise le patronat, ne fait qu'accroître le mécontentement et l'instabilité. Cette situation aggrave l'affrontement entre l'armée et les secteurs populaires qui réclament de plus en plus la démilitarisation. L'intensification des luttes sociales semble inévitable en 91. En effet, la majorité des organisations syndicales, y compris la

centrale démocrate-chrétienne, rejettent le programme de privatisation mis en oeuvre selon les recommandations du FMI. Le cabinet économique a privatisé la presque totalité du système bancaire et financier, payant ainsi la dette politique contractée par A. Cristiani auprès des chefs d'entreprises qui ont permis son arrivée au pouvoir. Il prétend aussi restituer à leurs anciens propriétaires les terres touchées par la réforme agraire mise en place sous le gouvernement Duarte, ce qui aggraverait le climat d'instabilité qui règne déjà dans les campagnes.

Afin de gagner du temps et de redorer son blason, le gouvernement déploie une grande énergie à préparer les élections de mars. Cependant les partis se montrent encore réservés, car en l'absence d'un accord négocié avec la guérilla, aucun scrutin ne pourra apporter de solution véritable. De plus, les organisations populaires mettent l'accent sur le fait que le climat actuel est loin d'être propice au déroulement des élections.

C'est pourquoi un nombre croissant de secteurs sociaux demande que les négociations aboutissent à des accords concrets le plus vite possible. C'est une pression supplémentaire pour le gouvernement qui, dans le but de préserver son image dans l'opinion internationale, donne l'impression de vouloir maintenir le dialogue tout en empêchant qu'un accord soit conclu.

A. Cristiani se sent donc de plus en plus mal à l'aise dans la négociation. Il voudrait en changer la nature en essayant de se débarrasser des engagements déjà pris. Il recherche à l'échelle internationale un espace qui lui permette d'exercer une pression sur le FMLN pour qu'il cesse la guerre sans aucun accord politique avec le gouvernement. En fait, A. Cristiani ne veut rien céder.

C'est ce qui est clairement apparu durant le récent sommet des présidents centraméricains à Puntarenas (Costa Rica) qui, à la demande d'A. Cristiani, ont condamné le FMLN. Lui demander en effet de déclarer un cessez-le-feu unilatéral, de cesser d'utiliser des armes sophistiquées et d'abandonner la lutte armée revient pratiquement à exiger qu'il se rende de manière inconditionnelle.

Le FMLN a qualifié de peu sérieuse cette mise en demeure, du fait que l'accord de Caracas prévoit que le cessez-le-feu interviendra quand le gouvernement et les insurgés parviendront à des accords politiques concrets, en particulier sur les Forces armées et la constitution. D'autre part, si le FMLN abandonne la lutte armée, la négociation n'a plus de raison d'être et s'il cesse d'utiliser des armes sophistiquées, il n'a plus qu'à se laisser massacrer. C'est pourquoi la proposition des présidents est inacceptable pour le FMLN. Elle n'a d'ailleurs pas trouvé d'écho; même l'Eglise catholique l'a qualifiée de peu équilibrée et de "maigre contribution à la paix" dans ce pays.

Le gouvernement sera sans doute amené en 91 à prendre

la négociation au sérieux, d'autant plus que les Etats-Unis souhaiteraient résoudre le conflit salvadorien pour se consacrer entièrement au problème du Moyen-Orient.

GUATEMALA: UNE PAIX INCERTAINE

Walter Valencia

Mexico, décembre (CERIGUA).- L'ouverture du dialogue entre l'Unité Révolutionnaire Nationale du Guatemala (URNG) et les forces sociales, économiques et politiques, le renforcement des positions de la droite patronale lors des élections du 11 novembre et l'aggravation de la répression ont marqué l'année 1990 au Guatemala.

Le gouvernement du président Vinicio Cerezo et le haut commandement militaire ont dû reconnaître en mars l'Accord de base pour la recherche de la paix par la voie politique, souscrit par la guérilla et la Commission nationale de réconciliation. Le gouvernement, qui fondait sa stratégie sur la défaite politique des insurgés, a dû modifier ses positions. Les différents secteurs politiques et sociaux se sont en effet prononcés en faveur d'un consensus national pour trouver une issue politique à un conflit qui dure depuis trente ans. Les conversations entre l'URNG et les partis politiques, le patronat, les secteurs religieux, les syndicats et les organisations populaires ont démontré que les positions intransigeantes du haut commandement de l'armée étaient de plus en plus isolées.

Les résultats du premier tour des élections présidentielles du 11 novembre, à l'issue duquel les candidats Jorge Carpio et Jorge Serrano sont restés en lice, ont montré que le Parti démocrate chrétien, actuellement au pouvoir, n'est plus une alternative susceptible de garantir la défaite de la guérilla et qu'il faut renforcer les positions des groupes patronaux les plus puissants du pays.

Les deux vainqueurs du premier tour ont refusé de s'engager en faveur du dialogue, ce qui peut être interprété comme un soutien aux positions de l'armée qui cherche à stopper le processus de négociation. Les militaires ont durci la répression contre la population civile, en particulier contre les secteurs organisés, et maintiennent une pression qui empêche le dialogue. L'exemple le plus tragique est le massacre des paysans de Santiago Atitlán, survenu le 2 décembre dernier. Au cours de l'année 90, il y a eu environ 1 200 exécutions sans procédure judiciaire et 250 personnes ont été enlevées sans que les autorités aient éclairci un seul des cas.

La répression a également pour but de freiner la vague de protestations qui s'est élevée à la suite des mesures économiques anti-populaires prises par le gouvernement Cerezo en 89 et qui ont entraîné l'effondrement de l'économie nationale.

Entre autres, la libération des taux de change a provoqué une baisse de la valeur du quetzal, qui est passé de 2,70 pour un dollar en août 89 à 5,10 en novembre 90. D'après les économistes de l'entreprise privée, l'inflation pourrait s'élever à 70 %, chiffre encore jamais enregistré, et le déficit fiscal atteindrait environ 300 millions de dollars. D'autres mesures ont été fortement contestées par la population. L'augmentation du prix de l'essence et celle des tarifs des services publics n'ont pas été compensées par une hausse des salaires dont le pouvoir d'achat, d'après les syndicats, a baissé de 83 % sous le gouvernement démocrate chrétien.

Les choses s'annoncent difficiles pour le gouvernement qui sera élu le 6 janvier prochain. Actuellement, la société guatémaltèque, qui souhaite une issue politique, porte toute son attention sur le déroulement de la guerre. En effet, au cours de l'année qui vient de s'écouler, la guérilla a intensifié son action au nord, au centre et sur la côte est où se trouvent les principales cultures d'agro-exportation. C'est cet état de guerre que le futur président devra affronter. La position qu'il adoptera face à cette situation sera décisive: recherchera-t-il une issue politique ou bien tentera-t-il d'infliger une défaite militaire à la guérilla?

Dans le premier cas, il devra tenir compte de l'Accord d'Oslo et du consensus national et préparer le terrain pour un changement dans la nature de l'Etat qui passe par la démilitarisation, le respect des droits de l'homme et l'élimination des organismes de répression.

Dans le deuxième cas, si l'armée continue à définir la politique gouvernementale comme elle le fait depuis 1954, la guerre s'intensifiera. Tout dépendra alors de la mobilisation des organisations populaires en faveur du dialogue et de l'affrontement direct entre l'armée et l'URNG.

EN BREF

CHANGEMENTS AU GOUVERNEMENT. Ils seront annoncés le 10 janvier. On sait déjà que trois dirigeants de l'UNO feront leur entrée et certaines déclarations laissent à penser que des personnalités sandinistes pourraient faire partie des élus.

LE FMI ET LA BID ARRIVENT en janvier pour aider le gouvernement à établir le plan de stabilisation économique détaillé, demandé lors de la Conférence de Paris par les "pays donateurs". Les principales mesures d'assainissement de l'économie seront appliquées avant avril et le pire sera passé pour le premier anniversaire du gouvernement Chamorro, selon les déclarations du ministre-conseiller de la présidence Antonio Lacayo au quotidien *Barricada*. On aimerait partager un tel optimisme, mais

surtout, on se demande ce que sera ce "pire".

SOCIAL-DEMOCRATE, c'est ainsi que se définit Antonio Lacayo dans une interview accordée à l'hebdomadaire *El Semanario*...

TELCOR, SUITE. Et pas encore fin. Alors que le ministre de Telcor et celui du Travail restaient intransigeants, le conflit (voir bulletin 230) s'est brusquement aggravé le 19 décembre après que la police a délogé violemment les travailleurs qui occupaient le central international pour faire entrer des jaunes, récemment embauchés, qui étaient armés. Finalement, la négociation a eu lieu le 21 avec le vice-ministre de la présidence Antonio Ibarra. La presque totalité des revendications a été satisfaite à part la question de la convention collective, pour laquelle une réunion spéciale a été prévue en janvier. Après les fêtes de fin d'année, l'administration, alors qu'elle s'était engagée par écrit à ne pas exercer de répression, a refusé le retour d'un certain nombre de travailleurs, les déclarant "en vacances". Par ailleurs, tous les cadres de la direction des télécommunications internationales - dont les travailleurs avaient coupé les communications avec l'étranger - qui ont pris part au mouvement ou ne s'y sont pas opposés ainsi que tous les responsables syndicaux, au total 30 personnes, ont été affectés à un nouveau département, créé spécialement pour eux, celui des statistiques. C'est en fait l'antichambre du chômage étant donné que le travail de cette nouvelle section peut être effectué par quatre personnes. Le ministère du Travail a de nouveau été saisi par le syndicat CST.

PRIVATISATION. Le FNT a demandé au cours de la dernière réunion ordinaire de la Commission de concertation la privatisation de 128 entreprises industrielles et agricoles en faveur des travailleurs. Il réclame également que dans les entreprises restituées à leurs anciens propriétaires on offre aux travailleurs une partie des actions pour tenir compte de la plus-value créée par leur travail et par les heures supplémentaires non payées pendant les dix ans de Révolution.

VICTIMES DE GUERRE. Durant 14 jours, le Comité des mères des héros et martyrs, l'Organisation révolutionnaire des infirmes et d'autres personnes n'appartenant à aucune organisation ont manifesté face au Palais présidentiel pour défendre leurs avantages sociaux (revalorisation des pensions, soins médicaux, respect des titres de propriétés sur les terrains octroyés par la Révolution etc...). La présidence va finalement les recevoir, après les avoir fait disperser, en vain, par la police. Aspect intéressant: le mouvement a commencé à la base et ce n'est qu'après un certain temps que les organisations se sont jetées dans la bataille.

COMBAT A JALAPA. Le 16 décembre, un groupe de 45 démobilisés de la contra a attaqué le poste de police de Jalapa (Région I). Ils ont été délogés par l'armée après 12 heures de combat. Bilan: 12 morts et 27 blessés. Les

contras, dont le plan avait été conçu avec les militants locaux du Comité de salut national de V. Godoy, n'avaient aucune revendication. 35 d'entre eux ont été arrêtés, les autres ont disparu ainsi que les dizaines d'armes recueillies les semaines précédentes dans le cadre des opérations de désarmement des civils.

HUMBERTO DONNE SA DEMISSION. "Ma démission est irrévocable" a-t-il affirmé au membre de la Direction nationale chargé de suivre l'institution qu'il dirige. Après un débat tendu au cours duquel ses subordonnés ont souligné l'importance de sa présence pour la stabilité, Humberto Sánchez a démissionné de son poste au Conseil de direction de *Radio Sandino*. Cette bonne blague nous a été offerte en première page de *Barricada* le 28 décembre, jour des Saints Innocents, qui correspond à notre Premier avril. Le plus drôle est que *Radio Corporación*, une station de la droite récalcitrante, est tombée dans le piège et a lancé l'information sur ses ondes.

MGR OBANDO CONDAMNE CERTAINS INSTRUMENTS. "Plutôt que de faire de la publicité à certains instruments, que même les enfants distribuent, il serait plus positif d'insister sur le fait que les plaisirs hors du mariage vont contre la loi de Dieu". Cette déclaration de Mgr Obando lors de la procession du Christ Roi fait allusion à la campagne contre le sida menée par diverses organisations dont la Jeunesse sandiniste. "Ces choses sont même apparues lors des fêtes de la Purissime", s'est indigné le cardinal. Pour ces fêtes en l'honneur de la Vierge, des autels sont dressés dans des lieux publics ou dans des maisons particulières et la coutume veut qu'après prières et chants, on offre de petits cadeaux.

SOMMET DE PUNTARENAS. Les résultats du 9ème sommet des présidents centraméricains, à part l'invitation faite à M. Gorbatchev et la condamnation du FMLN, sont avant tout des déclarations de bonnes intentions. La région a été déclarée "zone de paix, de démocratie et de développement", mais inutile de préciser sa situation réelle. L'Initiative pour les Amériques a été évoquée ainsi qu'un accord de libre commerce avec le Mexique où une réunion aura lieu prochainement. Pour le quotidien *Barricada*, ce sommet sonne le glas des accords d'Esquipulas et personne n'a songé à faire le point, pour chaque pays, de l'application des engagements qu'ils contiennent. Selon le quotidien mexicain *El Día*, le président panaméen Guillermo Endara, qui était présent en tant qu'observateur, ne sera pas invité à la réunion avec le Mexique car il ne peut prétendre représenter le peuple de son pays. "Ce personnage de comédie a fait rougir ses homologues centraméricains par ses banalités et ses lourdes plaisanteries".

QUE FAISAIENT-ILS LA? Au Salvador, le FMLN a abattu un hélicoptère où se trouvaient trois officiers de l'armée étatsunienne dans le département de San Miguel, en zone de guerre. Les trois militaires sont morts et le Département d'Etat prétend que deux d'entre eux ont été tués par balles après la chute de l'hélicoptère. Des témoins ont affirmé que c'était faux. L'armée salvadorienne a confirmé que l'hélicoptère était muni de lance-missiles et de mitrailleuses. Les Etats-Unis et le Salvador voient dans cette action la preuve de "l'hypocrisie du FMLN", qui parle de négociation de paix mais continue la guerre. Théoriquement, les militaires étatsuniens ne peuvent pénétrer dans les zones de guerre.

JA/PP
8034 Zurich

abonnement-poste
imprimé à taxe réduite

IMPRESSUM Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN
Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671,
CH-8023 Zurich. Rédacteur responsable: Felix Nussbaum.
Coordinateur: Martin Muheim.
Téléphone: (41) 01/382'04'66. Télex: (45) 817'585'158 com ch.
Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA.

Rédaction et traduction au Nicaragua: Michèle Faure et Frédéric Perrin.

Prix annuel pour particuliers: FF 518 / CHF 142; pour comités de solidarité: FF 900 / CHF 265; pour institutions: FF 1'286 / CHF 370. Surcharge pour service aéropostal CHF 21. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.